à celui des fournitures et accessoires; une augmentation de \$1,800 à celui du téléphone, télégraphe et port. Une diminution enfin de \$1,200 à celui des frais de déplacement. Les totaux indiquent donc une diminution de \$109,650 l'an dernier à \$108,715 cette année.

M. PERLEY: Combien touchent l'indemnité de vie chère?

L'hon. M. GARDINER: Nous avons sur la liste trente-cinq personnes touchant des traitements. J'imagine que la plupart touchent l'indemnité.

M. SENN: On me dit que le Gouvernement emploie divers moyens de publicité. L'un de ces moyens consiste à expédier des publications à des listes d'abonnés; un autre consiste à avoir recours aux journaux, auxquels on envoie des articles de temps à autre. Il y a en outre les expositions et les foires. Y a-t-il corrélation entre les données recueillies par le ministère de l'Agriculture et celles qui sont compilées par le Bureau de la statistique? Quelquefois on est porté à douter de l'exactitude de ces statistiques, et j'aimerais savoir s'il y a corrélation entre ces deux services, s'il y a collaboration pour recueillir les données, et le cas échéant, dans quelle mesure?

Quelle somme affecte-t-on à chaque genre de publicité, c'est-à-dire, aux expositions et aux foires, à la publication d'articles dans les journaux, et autres choses semblables. Comment dresse-t-on ces listes d'abonnés? Les change-t-on annuellement, ou les maintient-on d'année en année? Comment choisit-on les journaux dans lesquels ces articles sont publiés? Sont-ils choisis par tout le Canada, sans tenir compte de leur format, de leur circulation ou de leurs tendances politiques?

L'hon. M. GARDINER: La première question porte sur la manière de recueillir les statistiques. Le Bureau de la statistique, qui relève du ministère du Commerce, consulte les hauts fonctionnaires du ministère de l'Agriculture lorsqu'il s'agit de recueillir ces données. Il y a un service à la Statistique, et nous en avons un qui fait un relevé des différents marchés. Quelquefois il y a variation dans les chiffres obtenus.

M. SENN: Un écart assez marqué.

L'hon. M. GARDINER: Les statistiques publiées par le Bureau de la statistique sont quelquefois basées sur des estimations recueillies d'après certaines méthodes, et sur des comparaisons avec les conditions antérieures. Certaines de nos statistiques sont recueillies directement des marchés, par l'entremise de nos inspecteurs sur ces marchés. Ces deux ser-

vices s'entendent pour faire les corrections nécessaires. Mais il se peut fort bien que dans l'intervalle qui s'écoule entre le moment où les statistiques sont recueillies et le moment où la correction en est faite, certaines données obtenues par les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture diffèrent de celles que fournit le Bureau des statistiques.

M. SENN: Cela s'applique, non seulement aux marchés, mais aussi au nombre de bestiaux et de pores dans tout le pays.

L'hon. M. GARDINER: Oui, cela peut s'appliquer à l'un quelconque de ces sujets. D'ordinaire, cependant, avant que des renseignements soient fournis au pays, les chiffres donnés par les deux services sont corrigés et rendus aussi uniformes que possible.

M. SENN: Comment dresse-t-on ces listes d'abonnés et comment choisit-on les journaux dans lesquels sont publiés ces articles?

L'hon. M. GARDINER: Certains articles ne sont publiés que dans les journaux d'agriculture. On me donne à croire que ces articles sont publiés dans tous les journaux d'agriculture du Canada. Il y a aussi d'autres articles qui ne sont publiés que dans des journaux locaux. La ligne de conduite suivie consiste, je crois, à se mettre en communication avec le secrétaire de l'association et à publier des articles dans tous les journaux de certaines classes dans tout le pays.

Nous ne tenons aucun compte des opinions politiques. Ainsi qu'on l'a dit tout à l'heure, nous recourons à certaines catégories de journaux dans tout le pays. J'imagine que nous tenons compte surtout du tirage du journal ou de la localité qu'il dessert. Pour les autres articles, nous recourons aux journaux quotidiens. Tout dépend de l'importance de l'article et de la nécessité de la faire publier sans délai. Des articles portant sur des choses qui doivent se faire dans un délai d'une semaine ou deux seraient sans valeur s'ils étaient publiés dans un journal agricole mensuel ou encore dans un journal semi-mensuel. Dans ce cas, nous nous adressons à la presse quotidienne pour faire publier les articles en temps voulu. Nous complétons naturellement cette publicité dans les journaux par de la publicité faite à la radio et au moyen de brochures ou autrement.

M. DOUGLAS (Weyburn): Le département fait-il affaires directement avec les journaux ou recourt-il aux services d'une agence de publicité?

L'hon. M. GARDINER: Nous envoyons sans intermédiaire aux journaux un communiqué hebdomadaire, mais la publicité se fait